



EUROMONTANA



BROCHURE DE BONNES PRATIQUES | JANVIER 2024

Bonnes pratiques pour le développement durable des zones de montagne

Introduction

Les zones de montagne d'Europe sont confrontées à un certain nombre de défis spécifiques en raison de leurs contraintes géographiques et démographiques. Elles sont notamment particulièrement touchées par le changement climatique, le recul des services publics et les risques naturels.

Cependant, elles recèlent aussi d'opportunités pour engager la transition énergétique, améliorer la qualité des services aux citoyens, s'adapter au changement climatique, promouvoir un patrimoine culturel riche et un tourisme durable, ou encore produire des aliments de qualité.

Cette brochure est le résultat de l'échange de bonnes pratiques mené par Euromontana en 2023 dans le but de présenter des initiatives innovantes pour le développement durable des zones de montagne en Europe. Elle rassemble des initiatives inspirantes qui peuvent être adaptées et reproduites en montagne.



Table des matières

- 01 **Changement climatique**
- 03 **Démographie**
- 05 **Énergie**
- 07 **Forêts**
- 09 **Produits de montagne**
- 11 **Nature**
- 13 **Développement rural**
- 15 **Tourisme durable**
- 19 **Cohésion territoriale**

INFORMER ET FORMER POUR MIEUX COMMUNIQUER SUR LES RISQUES NATURELS EN MONTAGNE

Les Alpes sont très exposées aux inondations, un risque qui est susceptible de croître avec l'impact du changement climatique. Dans le Trentin, le projet LIFE FRANCA a permis d'améliorer les connaissances, la communication et l'anticipation des risques d'inondation en formant tous les acteurs de la montagne et en perfectionnant la disponibilité des informations.

Un risque d'inondation croissant en montagne

Les Alpes sont particulièrement vulnérables aux inondations en raison de leur topographie et des conditions atmosphériques qui peuvent provoquer des inondations importantes et soudaines. C'est notamment le cas dans la province de Trente, où les inondations ne sont pas rares. Le dernier événement important s'est produit au cours de l'été 2022, lorsque près de 100 mm de pluie sont tombés en une heure dans certaines zones, provoquant des crues soudaines et des coulées de boue.



Crédits Unione Provinciale dei Corpi dei Vigili del Fuoco Volontari dell'Alto Adige

Les inondations menacent les communautés locales dans de nombreuses vallées et causent des dommages environnementaux et économiques importants. Malheureusement, ces événements devraient se multiplier au cours des prochaines décennies en raison

du **changement climatique**, qui entraîne un réchauffement très rapide des Alpes, une fonte rapide des glaciers et une augmentation de la fréquence des fortes précipitations. Bien que la province de Trente dispose déjà de nombreuses installations de prévention des inondations, **le public est peu sensibilisé** au risque et à la manière d'y faire face.

500 personnes formées à mieux communiquer sur le risque d'inondation

Pour faire face à ce risque, le projet **LIFE FRANCA** promeut une **culture de la prévention des risques** environnementaux dans les Alpes afin d'améliorer la sécurité de la région et de la population.

Trois zones d'étude expérimentale ont été identifiées dans la province de Trente en raison de leur risque élevé d'inondation, malgré les nombreuses infrastructures de protection déjà en place. Deux d'entre elles se trouvent dans des zones urbaines - la ville de **Trente** traversée par l'Adige, et **Borgo Valsugana** sur la Brenta, tandis que la **vallée de Rendena**, à côté du bassin de la Sarca, est située dans une zone rurale.

Dans ces zones, le projet a travaillé à la fois avec le grand public et avec les parties prenantes impliquées dans la gestion ou la communication des risques d'inondation.

Des activités éducatives ont été organisées pour la population locale afin de la **sensibiliser aux risques d'inondation** dans la région, sous la forme d'ateliers, de cafés scientifiques ou d'interventions dans les écoles. Plus de 500 professionnels, tels que des administrateurs et des journalistes, ont été formés pour améliorer leurs compétences en matière de communication des risques au grand public.

Une autre partie importante du projet consistait à **améliorer la collecte, l'analyse et la structuration des données** sur les risques d'inondation dans le Trentin. Des scénarios ont également été identifiés pour évaluer **l'impact** des inondations potentielles sur la population et sur certaines activités, telles que le **tourisme** ou **l'agriculture**. Les données et les scénarios ont été utilisés pour sensibiliser le public et les acteurs concernés.



Un portail en ligne pour centraliser l'information

Le projet a également lancé un nouveau [portail en ligne sur les risques d'inondation](#) dans la province du Trentin. Cet outil propose à la fois des informations et du matériel de formation sur les risques d'inondation, un contenu juridique et administratif, une vue d'ensemble des différents acteurs régionaux impliqués dans la région, des cartes des zones à risque d'inondation et des informations en temps réel pour mieux communiquer avec le public. Il fournit également des informations météorologiques détaillées en temps réel et permet à chacun de signaler

les phénomènes hydriques inhabituels observés dans la région. Le portail est mis à jour par le **Service des Bassins de Montagne de la Province Autonome de Trente**. Cela garantit que l'outil est non seulement tenu à jour par les autorités responsables de la gestion des catastrophes naturelles, mais qu'il reste également **fonctionnel après la fin du projet**.

Gouvernance & ressources

Ces actions ont été menées dans le cadre du projet **LIFE FRANCA** (Flood Risk ANTicipation and Communication in the Alps). Le projet s'est déroulé de **2016** à **2019** et a été coordonné par l'Université de Trente, avec un budget total de **1 058 242 €** (dont 60 % financés par le programme européen **LIFE**).

→ En quoi est-ce une bonne pratique ?

Le projet LIFE FRANCA a utilisé une **approche participative** pour sensibiliser et former les citoyens et les différents acteurs qui communiquent ou interviennent lors des inondations. Les méthodes et le matériel développés au cours du projet sont facilement reproductibles dans d'autres régions et peuvent être adaptés à d'autres risques, tels que les incendies ou les avalanches. En outre, la création d'un portail en ligne et en temps réel, qui demeure **exploité après la fin du projet**, est le résultat le plus durable et le plus important du projet. Pour ces raisons, LIFE FRANCA a été nommé pour les **Prix LIFE 2021** dans la catégorie Action pour le Climat.

 **Plus d'infos : [site web de l'initiative](#)**

FINANCER DES SERVICES ITINÉRANTS POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES PERSONNES ÂGÉES

Le vieillissement de la population devrait s'accélérer dans de nombreuses zones rurales et montagneuses. Cette tendance questionne la qualité de vie des personnes âgées, notamment en ce qui concerne la disponibilité de biens et services adaptés. Dans le cadre de SILVER SMEs, la province de Burgos (Espagne) a encouragé le développement de services itinérants dans les municipalités les plus vieillissantes.

Le défi du vieillissement dans les montagnes rurales

L'Espagne est l'un des pays européens les plus touchés par le **vieillissement de la population**. D'ici 2050, cette tendance devrait s'accélérer, se conjuguant parfois à l'éloignement de certains villages et à l'exode des jeunes. La province de Burgos, en Espagne, ne fait pas exception. Aujourd'hui, 23 % de la population de la province de Burgos a plus de 65 ans. Cette proportion atteint 27 % dans les zones rurales de la province.



Crédits Andrea Piacquadio

L'augmentation significative de la proportion des plus de 65 ans dans la population locale nécessite une réflexion sur le **maintien de leur qualité de vie** et l'adaptation des biens et services mis à leur disposition. Le secteur des services est le plus développé dans les zones rurales de la province de Burgos, représentant 65 % de l'activité économique, loin devant l'industrie (13 %) ou l'agriculture (12 %). Cependant, peu de ces services sont adaptés aux besoins spécifiques des personnes âgées.

Cela a un impact significatif sur leur qualité de vie et peut pousser certaines personnes âgées à déménager vers des zones plus urbanisées offrant davantage de services adaptés à leurs besoins. Pour remédier à ce problème, SODEBUR - la Société pour le Développement de la Province de Burgos - s'est engagée à soutenir le développement de **services itinérants** destinés principalement aux **personnes âgées**.

Des fonds pour aider les PME à développer des services itinérants

Dans le cadre du projet Interreg Europe SILVER SMEs, SODEBUR a travaillé au développement de la **Silver Économie dans les zones rurales**. La Silver Économie désigne l'ensemble des biens et services destinés aux personnes âgées. Le secteur est de plus en plus développé en ville mais n'en est qu'à ses débuts en milieu rural.

Dans la province de Burgos, une étude a montré que seuls 20 % des acteurs économiques connaissaient le terme de Silver Économie, alors qu'ils avaient un fort intérêt à s'engager dans ce secteur. Pour encourager les entreprises, SODEBUR a lancé un appel à financement pour les entreprises locales. L'objectif de cet appel était de promouvoir la mise sur le marché de **nouveaux services itinérants utiles aux personnes âgées dans les**

municipalités rurales de cette province montagneuse. Les services tels que les livraisons à domicile, les soins à domicile, les services de réparation ou d'entretien, les services socioculturels étaient éligibles. Les entreprises éligibles devaient fournir ces services itinérants dans au moins **4 municipalités rurales** de la province. L'un des autres critères de sélection de l'appel était le **pourcentage de personnes âgées** vivant dans les municipalités concernées.

L'appel à financement, lancé par SODEBUR entre juin et juillet 2022, était doté d'un budget total de 150 000 €. Les entreprises retenues pouvaient bénéficier de deux types de financement :

- 3 000 € ou 6 000 € si aucun investissement majeur a été nécessaire pour développer la nouvelle offre (en fonction du nombre de municipalités où le service est offert).
- Maximum de 15 000 € si l'entreprise a dû réaliser un investissement important.

30 PME de la Silver Économie financées

En décembre 2022, 30 entreprises ont été sélectionnées comme bénéficiaires de l'appel à financement. L'appel a été populaire auprès des entreprises, avec 79 candidats (dont 58 étaient éligibles). Parmi les **30 entreprises sélectionnées**, 28 développent de nouveaux services et 2 bénéficient d'une aide à l'investissement.



Ces entreprises proposent notamment des services itinérants de livraison de nourriture dans les villages, tels que des boulangeries

et des boucheries itinérantes. L'une des entreprises sélectionnées est Hasta la Cocina, une PME familiale qui prépare des repas maison sains et les livre aux personnes âgées de la province. Elle opère dans 13 municipalités.

L'appel à financement de 2022 a connu un tel succès que le Comité Général de SODEBUR a approuvé un nouvel appel pour 2023 avec un budget ayant plus que doublé (340 000 €).

Gouvernance & ressources

Cette initiative a été menée dans le cadre du projet **Interreg Europe SILVER SMEs (2018 - 2023)**, qui vise à soutenir le développement de la Silver Économie dans les zones rurales et de montagne.

L'appel à financement était l'une des mesures conçues par SODEBUR dans son Plan d'Action pour la province de Burgos. Les fonds pour les appels de 2022 et 2023 proviennent des **fonds propres** de SODEBUR.

→ En quoi est-ce une bonne pratique ?

Les **services itinérants** sont réputés pour être une solution, dans les zones rurales, à l'étalement de la population et au manque de viabilité de certains petits commerces. En soutenant en particulier les services itinérants au profit des personnes âgées, SODEBUR a **adapté le modèle à un segment spécifique de la population**, répondant ainsi à un défi démographique important et préparant une meilleure qualité de vie pour le nombre croissant de personnes âgées dans les décennies à venir.

🔍 Plus d'infos : [site web de l'initiative](#)

SERRE CHEVALIER : UN DOMAINE SKIABLE PIONNIER DANS L'AUTOCONSOMMATION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les stations de ski ont un rôle clé à jouer dans la transition énergétique et la mitigation du changement climatique. Certains domaines se sont engagés dans une production d'énergie renouvelable. Dans les Alpes françaises, le domaine de Serre Chevalier s'est engagé dans le programme "EnR by Serre Chevalier", avec comme objectif 30 % d'autoconsommation renouvelable en 2023.

Consommation d'électricité dans les stations

Les Alpes accueillent 36 % des stations de ski et 84 % des grands domaines skiables, attirant chaque année quelque 20 millions de skieurs qui génèrent un chiffre d'affaires annuel de 40 milliards d'euros (projet [Smart Altitude](#)). L'augmentation des températures et la diminution de la couverture neigeuse posent les questions du rôle des stations de ski dans l'adaptation et la mitigation du changement climatique. Face à cela, des projets comme Smart Altitude ou [TranStat](#) visent à accompagner les stations dans leur transition.

La **consommation énergétique** des stations est un levier essentiel de la mitigation, d'autant plus que les installations en montagne sont en général de plus en plus énergivores. Dans les Alpes, la **puissance électrique des remontées mécaniques a été multipliée par 4** entre 1980 et 2017 ([Atlas environnemental des stations de ski et des communes supports de stations](#)). De manière générale en France, dans les communes supports de station de ski, la consommation électrique est 2 fois supérieure à la moyenne nationale. Dans les stations où les sports de neige peuvent toujours être pratiqués, la transition énergétique est donc cruciale pour mitiger l'impact des domaines sur le changement climatique mais aussi pour réduire la facture des stations.

Un mix de 3 énergies renouvelables

Le domaine de Serre Chevalier a engagé sa [transition énergétique](#) en 2018. La transition repose sur 3 sources d'énergie : solaire, éolienne et hydraulique.

Les bâtiments et gares des remontées mécaniques ont été équipés de **panneaux photovoltaïques** en 2018. Au total, 1722 m² de panneaux sont installés sur 27 bâtiments existants du domaine. Grâce à un bon ensoleillement, avec une moyenne annuelle de 300 jours de soleil, ainsi qu'à la réverbération du soleil sur la neige, le photovoltaïque représente au total **27 % de la production d'énergie renouvelable du domaine**. Ces conditions favorables permettent à Serre Chevalier de produire 10 % à 25 % d'énergie de plus que les estimations fournies par le constructeur.

Serre Chevalier dispose également de deux **petites éoliennes** de moins de 12 mètres de haut, installées sur le sommet des pistes, **à titre expérimental**.



Crédits Thibaut Durand

Ces installations représentent pour le moment une part infime de la production d'énergie de la station. Toutefois, cela fait de Serre Chevalier le premier domaine skiable à tester l'utilisation d'éoliennes à une altitude de 2400 mètres et l'expérimentation pourrait aider à améliorer les technologies existantes.

Enfin, Serre Chevalier mise sur **l'hydroélectricité** pour devenir à terme la source principale d'énergie renouvelable du domaine. Une centrale hydroélectrique est installée sur le réseau de neige de culture et une seconde le sera en novembre 2023. Etant **installées sur des infrastructures existantes**, l'impact sur le paysage montagneux est moindre.

30 % d'autoconsommation renouvelable en 2023

Les installations énergétiques du domaine de Serre Chevalier permettent de produire **4,5 gigawatts annuellement**, soit la consommation annuelle de 2 000 habitants. L'énergie produite par le photovoltaïque et l'éolien est autoconsommée par le domaine, notamment pour approvisionner les remontées mécaniques, salles des machines ou encore les enneigeurs. En raison de sa faible capacité de stockage, l'énergie hydroélectrique n'est en revanche pas autoconsommée mais revendue et réinjectée sur le réseau électrique.



Crédits Thibaut Durand

Alors que **l'énergie renouvelable** ne représentait que 0.63% de la consommation du domaine en 2018, cette part est montée à **28% en 2022**. L'objectif est d'atteindre

30% en 2023 et **50% à terme**. Ces objectifs font partie d'une stratégie bas carbone plus globale du domaine, qui inclue également des objectifs bas carbone en matière de transport. En effet, à Serre Chevalier, les émissions des dameuses représentent 95% des émissions totales du domaine.

Gouvernance & ressources

L'installation des infrastructures photovoltaïques, hydroélectrique et éoliennes a demandé un investissement de **3 600 000 €**. Le projet a obtenu un soutien de la Caisse des Dépôts et de la Région Sud, dans le cadre du **Plan montagne 2015-2020**. Certaines installations ont requis plus d'investissements en raison de leur nature innovante, 100 000 € ont par exemple été nécessaires à **l'étude de faisabilité** de l'hydroélectricité sur le réseau de neige de culture.

→ En quoi est-ce une bonne pratique?

Le domaine de Serre Chevalier a su s'engager dans la mitigation du changement climatique en développant des installations ambitieuses en seulement quelques années. L'initiative profite des **bâtiments existants**, réduisant ainsi l'impact sur les **paysages** et la biodiversité. De plus, l'expérimentation de **nouvelles technologies**, comme l'énergie éolienne à des altitudes si élevées et l'énergie hydraulique sur le réseau de neige artificielle, peut faire avancer les nouvelles techniques de production énergétique en haute montagne. Pour ces raisons, le domaine de Serre Chevalier a remporté le **prix de l'énergie 2022 de la SUERA**.

🔍 Plus d'infos : [site web de l'initiative](#)

Pologne

FORÊTS ET CYCLE DE L'EAU : ADAPTER LES FORÊTS DE MONTAGNE POLONAISES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les forêts couvrent 41 % des sols des montagnes européennes et jouent un rôle essentiel dans l'équilibre du cycle hydrologique. Leur capacité à stocker et à redistribuer l'eau en fait un atout essentiel face au changement climatique et aux risques climatiques comme les fortes pluies. En Pologne, la Direction des Forêts Publiques a œuvré à l'adaptation au changement climatique en maintenant et en renforçant la capacité de stockage de l'eau des forêts de montagne.

La contribution des forêts au cycle hydrologique

Les forêts jouent un rôle important dans le cycle de l'eau. Le manteau forestier capte une grande partie des précipitations et les sols forestiers absorbent et filtrent l'eau avant de la redistribuer dans les rivières, les nappes phréatiques et d'autres zones humides. La **capacité de rétention des forêts** a donc une influence significative sur la quantité d'eau de surface et sur le rythme de son absorption.



Crédits Grisha Bruev

Cette capacité de stockage de l'eau est particulièrement **importante pour la gestion des risques**, notamment les risques climatiques associés aux phénomènes météorologiques extrêmes. Les forêts peuvent retenir les précipitations excessives, empêchant ainsi les ruissellements importants et les inondations. Inversement, pendant les périodes de grande sécheresse, les forêts

contribuent à maintenir un équilibre hydraulique qui limite le risque d'incendie. Le maintien de cette capacité de rétention d'eau peut donc contribuer à **prévenir les risques** et aider les zones de montagne à s'adapter au changement climatique.

Prévention de l'érosion hydrique en forêt et rétention à petite échelle

En Pologne, la [Direction des Forêts Publiques](#) a mis en œuvre un projet visant à renforcer la **résilience des écosystèmes forestiers de montagne** face au changement climatique. Basé sur le rôle des forêts dans le cycle de l'eau, le projet visait à réduire l'impact des inondations, des sécheresses et des incendies sur les forêts. Les districts forestiers impliqués dans le projet ont investi dans :

- la construction de petites retenues d'eau et réservoirs secs.
- l'amélioration de l'état des **zones humides et leur protection**, grâce à de petits barrages dans les fossés, comme des seuils, des dispositifs d'endiguement ou de petites vannes.



Crédits CKPŚ

- **des aménagements anti-érosion sur les routes** qui ne sont plus utilisées à des fins forestières; certains de ces équipements permettent également de stocker ou de disperser l'eau sur les pentes (par exemple, des rampes d'eau équipées de haies de dispersion ou terminées par de petits trous qui retiennent l'eau de pluie).
- la sécurisation des infrastructures forestières contre l'érosion hydrique excessive causée par des précipitations violentes (par exemple, le renforcement des pentes le long des cours d'eau).
- la **transformation ou la démolition d'installations hydrotechniques** (barrages, ponceaux) **inadaptées aux eaux de crue**, remplacées par des gués, des ponts et des ponceaux ayant un diamètre d'ouverture plus important ; en outre, les constructions de ce type permettent également de maintenir la **continuité biologique** du cours d'eau (migration des organismes aquatiques, transport des matières en suspension).



Crédits CKPŚ

Une part importante de l'investissement concernait l'infrastructure existante des forêts (principalement des réservoirs de rétention et des régulateurs de débit d'eau) devenue inutile ou défectueuse.

Toutes les activités ont combiné des méthodes **techniques et des matériaux respectueux de l'environnement**, tout en **réduisant au minimum les éléments en béton** ou en acier. Cela favorise la libre circulation des organismes aquatiques et l'intégration des installations dans le paysage local. Ce projet a été réalisé par **47 districts forestiers dans 5 régions**

montagneuses : Basse-Silésie, Opole, Silésie, Basse-Pologne et Basses-Carpates. Au total, le projet aurait permis de retenir **400 000 m³** d'eau supplémentaires dans les réservoirs des zones forestières ciblées (sans compter l'eau retenue dans le sol).

Gouvernance & ressources

Le projet "Adaptation globale des forêts et de la sylviculture au changement climatique - petite rétention et prévention de l'érosion hydrique dans les zones de montagne" a été mené par la **Direction des Forêts Publiques de Pologne** de mai 2016 à décembre 2023 et coordonné par son **Centre de Coordination des Projets Environnementaux**. Son budget total s'élève à 198 210 514 PLN (environ **44 062 197 €**). Sur ce montant, 168 478 936 PLN (environ 37 452 867 €) ont été cofinancés par l'Union européenne par le biais du **Programme Opérationnel 2014-2020 pour les Infrastructures et l'Environnement** de la Pologne. Le projet relève de la mesure 2.1 "Adaptation au changement climatique". Le reste des coûts a été couvert par les **fonds propres** de la Direction des Forêts Publiques.



En quoi est-ce une bonne pratique ?

Les forêts jouent un rôle crucial dans le cycle de l'eau et dans la prévention des risques naturels. Ce projet a mis en œuvre des mesures d'adaptation respectueuses des écosystèmes forestiers et illustre la **diversité des financements** disponibles **pour l'adaptation au changement climatique en montagne**, comme les fonds de la Politique de Cohésion.

 **Plus d'infos : [site web de l'initiative](#)**

BON POUR LA BIODIVERSITÉ, BON POUR LE CLIMAT - LE LAIT DE FOIN, TOUT SIMPLEMENT BON : PROMOUVOIR DES PRODUITS DURABLES

Les produits de montagne sont généralement considérés par les consommateurs comme goûteux mais le grand public n'est pas toujours sensibilisé à leur durabilité. Pourtant, l'agriculture de montagne fournit de nombreux services écosystémiques. Les producteurs de lait de foin autrichiens et allemands mettent en avant la durabilité du lait de foin par le biais d'une campagne de communication financée par les appels européens pour la promotion des produits agroalimentaires

Le lait de foin : une production durable

Le lait de foin est un mode de production traditionnel, notamment dans les régions montagneuses. Les animaux sont nourris d'herbe en été et de foin en hiver, l'ensilage et les aliments génétiquement modifiés étant interdits. Cette pratique est considérée comme particulièrement durable, notamment en ce qui concerne la **biodiversité**, la **protection des paysages** et le **bien-être animal**.



Crédits ARGE Heumilch Österreich

L'Association Autrichienne des Producteurs de Lait de Foin a documenté la manière dont cette production contribue à la réalisation de nombreux Objectifs de Développement Durable. En contribuant au stockage du CO2 dans les prairies permanentes, l'élevage contribue à l'ODD 13 sur **l'action climatique**. Les prairies en mosaïque et l'utilisation limitée d'aliments concentrés contribuent également à l'ODD 12 pour une **consommation et production responsables**. De plus, le secteur contribue à maintenir l'emploi et le dynamisme dans les régions de montagne, contribuant ainsi

à l'ODD 8 pour le **travail décent et la croissance économique**.

Une communication ciblée pour sensibiliser les consommateurs

Pour encourager une consommation plus durable, l'Association Autrichienne des Producteurs de Lait de Foin, en collaboration avec son homologue allemande, mène une campagne de promotion du produit. Cette campagne vise à **mieux faire connaître le lait de foin** dans les régions allemandes où ce produit est moins connu des consommateurs. Alors qu'en Autriche, le lait de foin représente 6.000 agriculteurs et 15 % du volume de lait produit, en Allemagne, il ne représente que 500 agriculteurs et 1 % du volume. Les régions allemandes ciblées par cette campagne de communication sont les régions du sud, transfrontalières avec l'Autriche et principalement montagneuses, comme la Bavière et le Bade-Wurtemberg, mais aussi des bassins économiques importants comme Berlin, Hambourg ou la Rhénanie du Nord-Westphalie.



Crédits ARGE Heumilch Österreich

Pour y parvenir, la campagne met en œuvre les actions suivantes :

- l'installation d'une "cuisine alpine rustique" 40 fois par an dans les supermarchés les plus fréquentés. Les différents produits à base de lait de foins, notamment les fromages, sont cuisinés en direct et proposés aux clients.
- La participation à **9 foires agricoles** chaque année.
- L'organisation d'une **visite d'étude** par an **dans les zones de production du lait de foins** avec le personnel de la grande distribution pour le sensibiliser aux méthodes de production.
- Une **communication** par le biais de dépliants, des réseaux sociaux, de conférences de presse et de publicités à la télévision ou dans les gares.



A travers ces actions, la campagne vise, entre autres, à accroître de 5 % la connaissance du lait de foins chez les consommateurs allemands, et de 5 % la compréhension du label associé "**Spécialité Traditionnelle Garantie**". En outre, dans un contexte où les consommateurs privilégient de plus en plus les produits durables, l'objectif est d'accroître de 10 % la **perception du lait de foins comme un produit durable**.

Il est intéressant de noter que la campagne était initialement axée sur la contribution de la production de lait de foins à la **protection de la biodiversité des prairies permanentes**. Cependant, au démarrage du projet, l'attention des consommateurs s'était tournée vers l'action climatique. Les organisations de producteurs ont donc adapté leur campagne pour en souligner en particulier les bénéfices en termes de **stockage du carbone**.

Gouvernance & ressources

La campagne de communication est menée depuis début 2022 par deux organisations, l'Association Autrichienne des Producteurs de Lait de Foins et l'Association Allemande des Producteurs de Lait de Foins. Elles ont soumis le projet dans le cadre des **appels à projets européens 2021 pour la promotion des produits agricoles**, sous l'appel dédié aux **produits durables**. Le projet dure 3 ans et dispose d'un budget total de **4 486 324€**, dont 80 % sont financés par l'UE à travers son programme de promotion des produits agricoles. Ces appels annuels financent des campagnes de promotion de produits spécifiques et offrent des **opportunités pour les produits de montagne**, qu'ils disposent de la Mention de Qualité Facultative "produit de montagne", d'une Indication Géographique, ou qu'ils soient valorisés pour leur savoir-faire unique ou leur durabilité.

→ En quoi est-ce une bonne pratique ?

La campagne de communication d'ARGE Heumilch a tiré parti des nouveaux appels pour la promotion des produits agricoles durables. Créés en 2021, ils viennent s'ajouter aux appels existants axés sur les labels de qualité. Ils permettent de promouvoir non seulement la qualité du produit, mais aussi sa durabilité. Alors que la **demande des consommateurs pour des produits durables** augmente, il est intéressant de communiquer sur les **bénéfices de l'élevage en montagne** pour la biodiversité et le climat.

🔍 Plus d'infos : [site web de l'initiative](#)

LA SCIENCE CITOYENNE INCITE LES CITOYENS À DEVENIR OBSERVATEURS DES LACS ALPINS

L'eau est une ressource naturelle précieuse en montagne. Les lacs alpins fournissent de nombreux services écosystémiques aux communautés de montagne et de plaine. Cependant, les ressources en eau sont soumises à une pression croissante et une meilleure gestion de l'eau se révèle nécessaire. Le projet SIMILE a fait appel à la science citoyenne pour impliquer les citoyens dans la surveillance et la sensibilisation à une meilleure gestion de l'eau en montagne.

L'eau : ressource précieuse mais menacée en montagne

De nombreux lacs de montagne sont exposés à la **pression humaine** et aux effets du changement climatique, qui peuvent affecter la qualité et la quantité de l'eau. Les lacs sont confrontés à la **pollution** de l'eau ainsi qu'à des **utilisations multiples** et parfois conflictuelles, telles que l'agriculture ou la production d'énergie. Le changement climatique réduit également les précipitations et la couverture neigeuse qui alimentent les lacs de montagne.



Crédits Sergio Cerrato

Pourtant, les lacs de montagne sont des ressources naturelles importantes et fournissent de nombreux **services écosystémiques**. Par exemple, les lacs de montagne fournissent de l'eau douce aux communautés de montagne et de plaine. Dans les Alpes du Nord, par exemple, [le lac Constance fournit de l'eau potable à environ 4 millions de personnes](#) dans 320 villes et communes du Bade-Wurtemberg. Le [rapport 2022 du GIEC](#) a également souligné qu'à l'échelle mondiale, 68 % des

terres agricoles irriguées dans les basses terres dépendent de contributions significatives provenant du ruissellement des montagnes.

Science citoyenne et collecte de données

Dans les Alpes du Sud, le projet [SIMILE](#) a amélioré la surveillance hydrique grâce à la science citoyenne. Le projet visait à **améliorer le suivi des lacs de montagne**, en se concentrant sur les lacs de Côme, de Maggiore et de Lugano, et plus récemment de Varèse, situés entre l'Italie et la Suisse.

Le projet a adopté une **approche de science citoyenne** en impliquant le grand public dans la collecte de données sur les lacs. À cette fin, l'application mobile "[SIMILE Monitoraggio Laghi](#)" a été créée pour recueillir les observations du public sur l'état des lacs. L'application est disponible pour les appareils Android et IOS. Elle permet aux citoyens de visualiser les informations sur une carte interactive, d'envoyer des photos et des commentaires, et de prendre des mesures hydriques. Ils peuvent par exemple signaler la présence d'algues, de mousse, de déchets ou de polluants, et mesurer la température ou le pH de l'eau.

Les données collectées grâce à l'approche de science citoyenne permettent d'améliorer la gestion de l'eau. Elles complètent les deux autres approches

du projet : l'utilisation de [capteurs](#) et de [cartes satellites](#). Différents capteurs sont en effet placés dans les lacs et permettent une surveillance continue de l'eau.

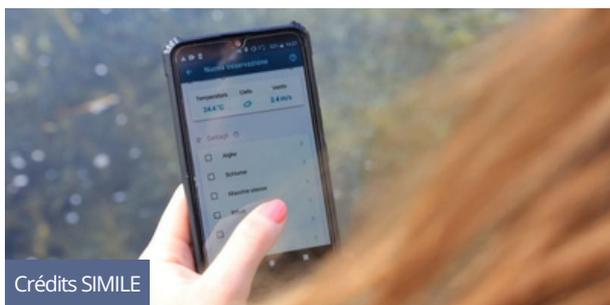
Dans le lac Majeur, par exemple, une bouée pourvue de capteurs a été installée près de Pallanza. Elle permet d'analyser le pH, l'oxygène, la chlorophylle et les pigments d'algues. Elle est également équipée d'une station météorologique qui enregistre la direction et la vitesse du vent, la température de l'air, le rayonnement solaire et la pression atmosphérique. Des cartes satellites ont fourni des informations supplémentaires, permettant d'effectuer des comparaisons sur de vastes zones.



Crédits SIMILE

Amélioration de la gestion de l'eau

L'utilisation combinée de la science citoyenne, des capteurs et des cartes satellites a permis d'**améliorer la gestion de l'eau** et la **capacité de réaction** des autorités compétentes. Par exemple, l'utilisation de cartes satellites a permis de circonscrire la propagation d'un phénomène d'écume de surface survenu dans le lac Majeur en septembre 2019 et la prolifération de cyanobactéries dans le lac de Lugano à la fin de l'année 2019.



Crédits SIMILE

En outre, la création de l'application mobile et l'approche de la science citoyenne ont permis de sensibiliser le public à l'importance des lacs alpins. Par exemple, des lycéens et des membres d'associations locales ont été impliqués et sensibilisés.

Gouvernance & ressources

Les activités ont été menées dans le cadre du projet **SIMILE** (Système d'Information pour le Suivi Intégré des Lacs Insubriques et de leurs Ecosystèmes). Le projet (2019-2022) était doté d'un budget de **1 345 914 €**, dont 85 % ont été cofinancés par le programme de coopération **Interreg Italie-Suisse 2014-2020**.



En quoi est-ce une bonne pratique ?

Le projet SIMILE n'a pas seulement utilisé des technologies pour améliorer la surveillance des lacs alpins, il a également impliqué les citoyens. En s'appuyant sur la **science citoyenne**, le projet a trouvé un moyen innovant de sensibiliser le public aux questions relatives à la gestion de l'eau, et a également favorisé une **gouvernance plus inclusive et innovante des ressources naturelles**.



Plus d'infos : [site web de l'initiative](#)

📍 Viscri, Judet de Brasov - Roumanie

VISCRI 38 : QUAND LES FONDS LEADER SOUTIENNENT LA CRÉATION D'UN POINT GASTRONOMIQUE LOCAL

A Viscri, village de basse montagne du comté de Brasov, en Roumanie, les fonds LEADER ont permis de soutenir la création d'un Point Gastronomique Local. Ce nouveau service de restauration valorise les produits locaux et les savoir-faire traditionnels et contribue à la revitalisation de ce village isolé.

“Viscri 38” : un nouveau lieu de gastronomie locale et de tradition

Dans le petit village de Viscri, 422 habitants, le soutien de la Politique Agricole Commune à travers le Groupe d'Action Locale Association Transylvaine Brasov Nord a permis la création du **Point Gastronomique Local “Viscri 38”**.



Crédits Viscri 38

Les **Points Gastronomiques Locaux** ont été **créés en 2019** par le Ministère roumain de l'Agriculture et du Développement Rural, dans le but de promouvoir le **tourisme rural** et la gastronomie régionale en tant que partie intégrante du patrimoine culturel du pays. Ils répondent à une demande croissante de promotion du **patrimoine gastronomique** et constituent une offre complémentaire aux restaurants conventionnels ; s'ils doivent respecter les mêmes règles d'hygiène, les Points Gastronomiques Locaux se doivent de proposer un choix plus limité de plats, en mettant l'accent sur la qualité des ingrédients et les caractéristiques traditionnelles des produits et des recettes.

Grâce au financement reçu, le porteur de projet a achevé la rénovation d'une ancienne grange et l'a transformée en un lieu de restauration pouvant accueillir 40 personnes. Le financement a également permis d'équiper le Point Gastronomique Local avec le matériel nécessaire à son fonctionnement, notamment le mobilier de la salle à manger et l'équipement de la cuisine. Plus de 50 chaises, 10 tables, deux cuisinières et des panneaux solaires pour alimenter le chauffe-eau ont ainsi été acquis. En outre, une partie du financement a été utilisée à des fins de communication pour faire connaître le Point Gastronomique Local, notamment par la production de cartes de visite et d'une centaine de dépliants promotionnels.



Crédits Viscri 38



Crédits Viscri 38

Promouvoir le patrimoine et la revitalisation rurale

La création de ce nouveau Point Gastronomique Local est un atout pour le village de Viscri. Il permet de valoriser les **produits locaux et les savoir-faire traditionnels**. De plus, l'installation de panneaux solaires ajoute une dimension d'énergie durable au concept. Alors que le village de Viscri entend restaurer et promouvoir son patrimoine culturel, notamment son église fortifiée classée par l'UNESCO, la création du Point Gastronomique Local "Viscrist 38" contribue à améliorer l'offre pour les visiteurs. Située dans une zone rurale avec peu de services de restauration, cette **nouvelle offre** contribue également à la **revitalisation** des communes voisines couvertes par le Groupe d'Action Locale.



Crédits Calin Stan

Gouvernance & ressources

LEADER a considérablement contribué à ce projet, mis en œuvre entre **2018 et 2021**. **50 000 €** lui ont été alloués via le **Groupe d'Action Locale Association Transylvaine Brasov Nord**. Ce financement s'inscrit dans le cadre de la **programmation 2014-2020** des fonds de développement rural et de la sous-mesure 19.2 "Soutien à la mise en œuvre d'actions dans le cadre de stratégies de développement local".



En quoi est-ce une bonne pratique ?

Cette initiative illustre la diversité des mesures financées par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural. En mettant l'accent sur le développement local par les acteurs locaux, le programme LEADER permet de financer des **mesures adaptées à chaque territoire**, par exemple le cadre juridique spécifique des Points Gastronomiques Locaux en Roumanie. Cette nouvelle offre de restauration contribue à la promotion du **patrimoine culturel gastronomique** roumain, à la valorisation des produits agricoles locaux et au développement de cette zone rurale de basse montagne. Elle a permis de créer un nouveau service à moindre coût d'investissement dans une zone où le tourisme se développe mais où les établissements de restauration sont peu nombreux.

 **Plus d'infos : [site web de l'initiative](#)**

📍 Province de Teruel - Espagne

EL CAMINO DE LOS PILONES : PRÉSERVER LE PATRIMOINE CULTUREL POUR REVITALISER LES ZONES DE MONTAGNE

Les montagnes ont un riche patrimoine culturel, mais celui-ci n'est pas toujours protégé ou utilisé de manière durable. Dans le cadre du projet RAMSAT, la province de Teruel (Espagne) a mené des actions visant à réhabiliter une ancienne route culturelle et à améliorer la coordination entre les organismes administratifs, dans le but de promouvoir ce parcours dans le cadre d'une seule et même offre touristique.

Le patrimoine culturel des montagnes de Teruel

Les montagnes possèdent un **riche patrimoine culturel** qui attire de nombreux visiteurs. Cependant, ce patrimoine n'est pas toujours promu ou protégé. C'est le cas de la route des pylônes dans la province de Teruel, en Espagne.

Le "[camino de los pilones](#)" ou "route des pylônes" est une ancienne route utilisée dans la province de Teruel depuis le XIIe ou le XIIIe siècle. Elle est bordée de pylônes en pierre et en mortier, dont certains atteignent 2,5 mètres de haut. Autrefois, cette route était empruntée par les marchands de laine et les bergers avec leur bétail, et les pylônes aidaient les voyageurs et les marchands à s'orienter dans la neige et les blizzards qui survenaient souvent dans cette région, cette route traversant des villages situés à 1 500 mètres d'altitude.



Crédits Punto de Partida Aragón

La route des pylônes fait donc partie intégrante de l'histoire et du patrimoine culturel de la province de Teruel. Cependant, la route et **les pylônes n'ont**

pas été très bien protégés dans le passé et ne sont pas particulièrement mis en valeur. Seul un tronçon de 6 kilomètres a été reconnu pour son intérêt culturel.

Préserver le patrimoine culturel et coordonner sa promotion

L'objectif de l'action initiée par la province de Teruel était de **promouvoir le patrimoine culturel** de la route des pylônes en **préservant les pylônes** et en créant une **offre touristique** commune dans les différents cantons de la province.

À cette fin, la province de Teruel a créé en 2022 un groupe de travail réunissant tous les acteurs impliqués dans la promotion de la route des pylônes et définissant conjointement les actions à mener. Le groupe de travail comprend le gouvernement provincial de Teruel, la comarque du Maestrazgo, la comarque de la Comunidad de Teruel, le département du patrimoine du gouvernement régional d'Aragon et l'Ecole de Conservation et de Restauration du Patrimoine Culturel d'Aragon (ESCYRA).

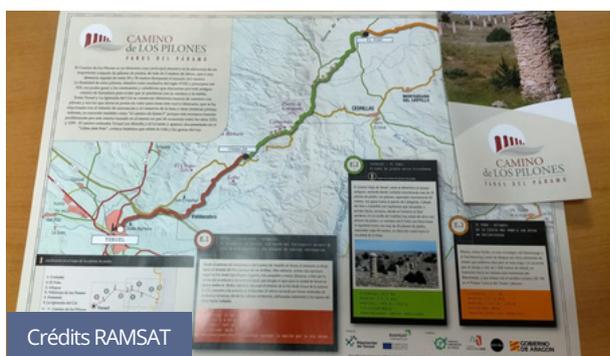
Un appel d'offres public a été lancé afin de **retracer l'ensemble de l'itinéraire** et de développer un **marketing commun**, comprenant un logo, un slogan, des cartes et du matériel tel que des brochures

promotionnelles. En outre, l'Ecole de Conservation et de Restauration du Patrimoine Culturel d'Aragon teste des matériaux et des **techniques pour préserver les pylônes endommagés** par le temps, l'érosion et le vent.



Une nouvelle offre touristique au-delà des frontières administratives

La route traversant les comarques de Maestrazgo et de la Comunidad de Teruel, le projet a permis de réunir tous les organismes publics afin de créer une **offre touristique unique** qui dépasse les frontières administratives. En conséquence, 7 techniciens des **4 structures publiques** ont travaillé ensemble au sein du groupe de travail pour cartographier et valoriser l'itinéraire. Ils assureront conjointement la promotion de la route des pylônes à l'avenir. La coopération est donc l'une des principales réalisations de cette initiative, au même titre que la préservation et la promotion du patrimoine.



Depuis 2023, la route des pylônes est présentée comme une offre touristique et

des cartes et panneaux de signalisation sont installés le long de la route pour guider les visiteurs. La promotion de la route des pylônes est importante dans le contexte de la province de Teruel, une **province montagnaise peu peuplée** qui mise sur le **tourisme rural durable**. Dans les comarques de Maestrazgo et de la Comunidad de Teruel, le secteur des services contribue de manière importante à la valeur ajoutée brute.

Gouvernance & ressources

Ces actions ont été mises en œuvre dans le cadre du projet **Interreg Europe 2019-2023 RAMSAT** (Revitalizing Remote And Mountainous areas through Sustainable Alternative Tourism). Les activités ont été conçues à travers le Plan d'Action RAMSAT de la province de Teruel, visant à promouvoir le tourisme de montagne. Les coûts de ces activités sont couverts par les **fonds propres** du gouvernement provincial de Teruel et des comarques de Maestrazgo et de Comunidad de Teruel via leurs budgets 2023.

→ En quoi est-ce une bonne pratique ?

L'initiative s'est inspirée d'autres bonnes pratiques pour reconstruire une offre de tourisme culturel dans tous les sens du terme. L'expérience a montré que la **coopération** à tous les niveaux de gouvernance est bénéfique pour la promotion cohérente et conjointe du patrimoine.

🔍 Plus d'infos : [site web de l'initiative](#)

📍 Comté de Vestland - Norvège

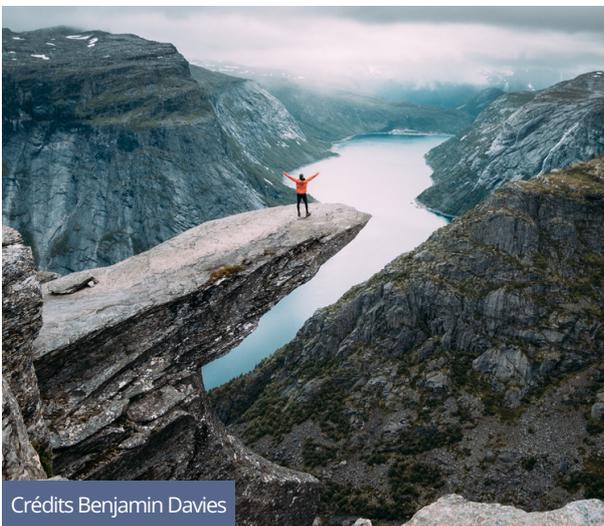
PROMOUVOIR DES LOISIRS RESPONSABLES DANS DES SITES NATURELS TRÈS FRÉQUENTÉS : L'EXPÉRIENCE DE TROLLTUNGA

La beauté des sites naturels de montagne attire un grand nombre de visiteurs. Le tourisme soutient l'emploi et les communautés locales, mais la sur-fréquentation peut aussi endommager des zones naturelles sensibles. C'est le cas de Trolltunga, en Norvège, qui a souffert de sa popularité. Le projet ASCENT a rassemblé les acteurs concernés pour trouver un équilibre entre tourisme et préservation des sites.

Le revers de la médaille de la popularité de Trolltunga

En Norvège, le site de Trolltunga (la langue du troll) a connu une fréquentation exponentielle, en grande partie alimentée par les réseaux sociaux. Situé dans la municipalité d'Odda, le site est accessible par un sentier en boucle de 22 km à travers la montagne et a toujours été populaire auprès des randonneurs norvégiens.

En **2009, 1 000 visiteurs** se sont rendus à Trolltunga, dont 99 % de randonneurs norvégiens. Dans les années 2010, des photographies de Trolltunga ont commencé à être largement diffusées, d'abord par les opérateurs touristiques, puis via les réseaux sociaux. En 2013, le nombre de visiteurs annuels du site a atteint 21 000, puis a doublé pour atteindre 40 000 en 2014 et **75 000 randonneurs annuels en 2016**.



Crédits Benjamin Davies

Bien que l'afflux de touristes ait grandement profité aux commerces et aux services d'Odda et de la région, le **site n'était pas adapté** à accueillir autant de visiteurs, dont certains n'étaient pas des randonneurs expérimentés et n'étaient pas non plus suffisamment informés sur Trolltunga. Le Conseil du Comté de Hordaland a rejoint le projet ASCENT pour relever les nombreux défis posés par la **sur-fréquentation** du site.

Mesures de restauration et de prévention

Diverses mesures ont été mises en œuvre pour limiter l'impact des randonneurs sur le site naturel, en particulier sur les écosystèmes, mais aussi sur la communauté locale.

Certains **tronçons du sentier ont été restaurés**. Certains passages souffraient d'une forte érosion due au piétinement, d'autres étaient devenus trop étroits pour accueillir autant de randonneurs, ce qui conduisait certains à s'écarter du sentier, avec des **conséquences pour les écosystèmes locaux**. Après avoir étudié différentes options, il est apparu que certaines solutions, comme l'installation de marches en pierre, n'étaient pas adaptées au site de Trolltunga. Les acteurs locaux ont donc opté pour le drainage et la plantation d'espèces locales afin de restaurer les sentiers et de guider les visiteurs.

De plus, des **panneaux pédagogiques** ont été placés le long du sentier afin de sensibiliser les randonneurs à l'impact des déchets humains sur l'écosystème. Enfin, grâce au projet, un **abri d'urgence** et des **guides de montagne** ont été postés sur le sentier en 2017.

Cette mesure de sécurité répondait à une augmentation des accidents sur le sentier de Trolltunga. Auparavant, la Croix-Rouge locale était responsable des opérations de secours. L'augmentation du nombre de visiteurs s'est accompagnée d'une hausse des **interventions d'urgence**, qui ont atteint 40 interventions au cours de l'été 2016, ce qui a représenté une lourde charge pour cette communauté de bénévoles.



La création d'un abri d'urgence, équipé de matériel médical et de premier secours, et la présence de guides de montagne ont permis une **réduction du nombre de sauvetages** à 15 au cours de l'été 2017. L'une des principales missions de ces guides est d'identifier les visiteurs mal équipés ou qui commencent l'itinéraire trop tard dans la journée pour leur conseiller de faire demi-tour. En outre, des supports de communication ont été adaptés en plusieurs langues pour répondre à la demande internationale et aider les visiteurs à préparer leur visite et leur randonnée à Trolltunga.

Gouvernance & ressources

Les activités menées à Trolltunga s'inscrivent dans le cadre du projet **ASCENT** (Apply Skills And Conserve Our Environment With New Tools). Ce projet mené de **2016 à 2018** et financé à hauteur de **1 659 253 €** par le programme **Interreg Périphérie Nord et Arctique** a permis de faciliter l'échange d'expériences entre différents acteurs, notamment en Norvège, en Écosse et en Irlande, qui sont eux aussi confrontés au défi de la protection des sites touristiques naturels. L'objectif du projet était de trouver des solutions pour maintenir le tourisme dans les zones naturelles de montagne tout en limitant son impact sur l'environnement.

→ En quoi est-ce une bonne pratique ?

Le projet ASCENT a cherché à mettre en œuvre des solutions qui respectent les traditions et les pratiques locales. **En Norvège, l'accès aux sites naturels n'est pas régulé** et la pratique des sports de plein air est fortement encouragée. En **limitant l'impact du tourisme sans restreindre l'accès** aux sites naturels, les mesures prises à Trolltunga respectent les pratiques culturelles locales conformément à la **loi norvégienne de 1957 sur les Loisirs de Plein Air**.

🔍 Plus d'infos : [site web de l'initiative](#)

📍 Auvergne - France

OPTI'SOINS : UNE UNITÉ OBSTÉTRIQUE MOBILE POUR LES FEMMES EN MONTAGNE

Dans certains territoires de montagne, les femmes font face des inégalités croissantes dans l'accès aux soins obstétriques. En Auvergne (France), le dispositif "Opti'soins" a été lancé en septembre 2022 pour palier à ces inégalités et mieux identifier les besoins en matière de soins itinérants. 110 femmes enceintes de 4 territoires de montagne bénéficient de ce nouveau suivi médical.

Les inégalités territoriales dans l'accès aux soins pour les femmes enceintes

L'accès aux soins tend à se dégrader dans de nombreuses zones de montagne, avec la suppression d'infrastructures publiques et la centralisation des pôles de soins. Les soins obstétriques ne sont pas épargnés par cette **désertification médicale**.



Crédits Jordi Roy

L'Auvergne par exemple comptait 17 maternités et 1 Centre Périnatal de Proximité (CPP) en 2003 contre seulement 10 maternités et 3 CPP en 2021. Ce territoire fait également face à une diminution des médecins spécialisés à même de suivre les grossesses des femmes. L'effectif des gynécologues et obstétriciens au Auvergne a par exemple diminué de 20% en 7 ans (2008 – 2015) et une diminution supplémentaire de 15 % s'y est ajoutée entre 2015 et 2020.

Ces **inégalités d'accès aux soins** ne sont pas sans conséquence, puisque les recherches ont démontré qu'un **éloignement de 30 minutes ou plus** d'une

structure de suivi engendre une augmentation des risques et complications pouvant survenir pendant la grossesse. En Auvergne, 220 communes et 400 femmes sont concernées par cet éloignement de 30 minutes ou plus.

Un camion obstétrique dans 4 territoires de montagne

Le dispositif "**Opti'soins**" a été lancé en septembre 2022 pour palier à cet éloignement des soins périnataux en Auvergne. Inspirée d'un projet mené dans le département d'outre-mer de Mayotte, l'initiative repose sur **l'innovation organisationnelle** du système hospitalier en amenant les soins au plus près des patientes grâce à une **unité médicalisée mobile**.



Crédits Radio France - Victor Dholland

Le camion fait office de service de soin itinérant pour les femmes qui vivent dans **4 départements de montagne** en Auvergne : le Cantal, le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire et l'Allier. Il se résume à une petite salle de consultation mobile, comprenant une petite

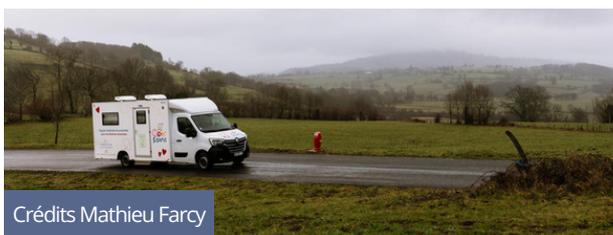
salle d'admission et une salle d'examen médical équipée d'un monitoring ou encore d'un échographe. Le camion doit être raccordé à une prise 220 volts de la commune pour assurer le fonctionnement des équipements médicaux. A bord, sage-femme, sage-femme échographiste et infirmière sont présentes pour recevoir les patientes. Ce personnel assure les consultations de suivis et les examens complémentaires sur place, dans la commune de résidence des patientes.



Crédits Jérémie Fulleringer

Impacts attendus de l'expérimentation

Opti'soins est pour le moment une **expérimentation et un projet de recherche**. Dans ce cadre, **400 femmes** ont été identifiées dans **220 communes**. Dans les 110 premières communes, les futures mamans sont accompagnées par le bus obstétrical pour leur suivi de grossesse (en plus de leur sage-femme habituelle). Les 110 autres petites municipalités servent de témoins au projet de recherche, elles ne sont donc pas suivies par le personnel d'Opti'soins, mais elles sont interrogées sur leur parcours de soins.



Crédits Mathieu Farcy

L'expérimentation vise à identifier les bénéfices du suivi obstétrical itinérant. Si les impacts sur le territoire demeurent donc faibles jusqu'à la fin de l'expérimentation en

2024, les porteurs du projet ambitionnent néanmoins de pérenniser l'initiative, voire de l'étendre et de la décliner à d'autres actes médicaux. Le cas échéant, ce dispositif viserait non **pas à remplacer l'offre existante**, déjà dispersée, mais à la **compléter** en rapprochant les examens banals des patientes tout en soutenant le maintien des examens complémentaires dans les centres hospitaliers.

Gouvernance & ressources

Opti'soins est une expérimentation d'une durée de deux ans, qui s'étend de **2022 à 2024**. Avec un budget total de plus de **700 000 €**, elle est financée par le **ministère des Solidarités et de la Santé** (662 663 €) et par le **Fonds Européen de Développement Régional** (FEDER) via la Région Auvergne-Rhône-Alpes (78 000 €). Cette initiative est portée par le Réseau de santé en périnatalité d'Auvergne (RSPA), en charge de l'expérimentation, et le Centre Hospitalier de Clermont Ferrand, responsable des activités de recherche.

→ En quoi est-ce une bonne pratique ?

Les **services itinérants** et **l'innovation organisationnelle** sont en plein essor dans de nombreux territoires de montagne avec pour objectif de **rapprocher les services des citoyens** des zones les plus reculées et les moins bien desservies. L'expérimentation apportera des clés de compréhension supplémentaires en permettant une **comparaison** entre les patientes suivies par ce dispositif et celles qui ont dû suivre le parcours de soin classique disponible sur leur territoire.

 **Plus d'infos : [site web de l'initiative](#)**



Plus d'informations

www.euromontana.org

Vous souhaitez nous suggérer une bonne pratique de votre territoire de montagne ?
Contactez nous ! info@euromontana.org

Nos réseaux sociaux
@Euromontana

